



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 14 mars 2022

**Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Depuis le centre hospitalier de Montauban**

**Lundi 14 mars 2022**

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames les députés,  
Madame la présidente de groupe à l'Assemblée nationale,  
Messieurs les sénateurs,  
Madame la présidente du Conseil régional d'Occitanie,  
Monsieur le président du Conseil départemental du Tarn-et-Garonne,  
Monsieur le ministre, cher Jean-Michel.

Je salue aussi les autorités de l'Etat qui sont à mes côtés aujourd'hui,  
Le préfet de région,  
Madame la préfète du Tarn-et-Garonne,  
Monsieur le directeur général de l'Agence régionale de santé et puis bien sûr  
la communauté hospitalière qui nous accueille aujourd'hui autour du  
directeur du président de la CME.

Je salue évidemment la représentante de Madame la maire de Montauban et  
l'ensemble des élus régionaux et départementaux ainsi que les élus locaux et  
les maires qui nous font l'honneur de participer à cette cérémonie.

Me revoilà donc dans un établissement hospitalier. Je le dis non sans émotion,  
ce n'est pas n'importe quel établissement. Je ne dis pas simplement cela

parce que je n'oublie pas que mon grand-père maternel est mort à l'hôpital de Montauban. C'était il y a quelques années, au début des années 1990. J'observe d'ailleurs qu'il y a des choses qui n'ont pas changé, ce qui n'est pas complètement étranger à ma visite.

Et puis, je voudrais évoquer la mémoire de Pierre MARDEGAN avec votre autorisation aux uns et aux autres. Un homme que j'ai bien connu, que j'ai connu dans mes fonctions antérieures il y a plus de 10 ans, que j'ai fait travailler et dont je savais la passion qui était la sienne pour ce service public hospitalier qu'il a tant servi. Je pense qu'il serait fier de ce que nous faisons aujourd'hui, et donc j'ai une pensée tout à fait particulière pour lui, pour Hélène, pour ses fils, en ces moments solennels.

Je vous le disais, me voici à nouveau dans un établissement hospitalier alors que les crises non pas se succèdent mais s'accumulent, et alors que la crise sanitaire n'est pas tout à fait terminée je le rappelle. Vous l'avez vu, nous avons même une résurgence du taux d'incidence qui n'empêche pas les indicateurs hospitaliers de s'améliorer. Nous avons levé en conséquence un certain nombre de mesures, mais nous devons rester très prudents. Vous avez vu sans doute qu'hier, j'ai annoncé au nom du Gouvernement le renforcement de certaines dispositions à destination des plus vulnérables d'entre nous, qu'il s'agisse de l'ouverture de la quatrième dose aux personnes de plus de 80 ans et à des personnes immunodéprimées – c'était déjà le cas pour certaines d'entre elles ; la forte recommandation, toujours pour ces personnes vulnérables, de continuer à porter le masque – c'est du bon sens – notamment dans les lieux clos et c'est toujours le cas, vous le savez, pour l'ensemble de la population ici, dans les établissements sanitaires, mais partout ailleurs et aussi lorsqu'il y a des grands rassemblements.

Nous devons donc cibler encore davantage nos mesures. Mais il ne faut pas oublier que même si, notamment grâce à l'effort national de vaccination, nous pouvons être prémunis, pour la plupart d'entre nous, contre les formes graves de la maladie, qu'elle est toujours ici et, je le redis dans un centre hospitalier où je sais, comme vous, que l'ensemble des personnels soignants bien sûr mais tous ont apporté dans ce combat une contribution décisive.

Je ne compte plus, Monsieur le président de la CME, le nombre d'établissements que j'ai visités depuis que je suis Premier ministre, début juillet 2020, à la fois évidemment pour leur rendre hommage ou pour leur dire, au nom de la Nation, le soutien indéfectible qui est le nôtre, mais aussi et surtout pour agir. Comme j'ai l'habitude de dire : l'amour, c'est bien, les preuves d'amour, c'est mieux. Et finalement, vous le voyez toutes et tous,

dans les crises, je pense que nous avons collectivement – je parle au nom du Gouvernement mais je m'adresse aux représentants de la Nation, aux parlementaires, aux élus locaux, à tous les dépositaires du suffrage universel – toujours une double exigence : faire face, protéger nos concitoyens. Je pense que tous ensemble nous l'avons fait dans cette crise. On verra le temps des appréciations. S'agissant de la crise sanitaire, le temps n'est pas venu d'autant, je le disais, qu'elle n'est pas terminée. Mais je ne suis pas certain que la France ait à en rougir de ce que, collectivement, nous avons entrepris et mis en œuvre, que ce soit sur le plan sanitaire ou sur le plan économique et social.

On va faire la même chose en essayant d'appréhender au mieux les conséquences qui sont d'un autre ordre, de la grave crise qui affecte l'Europe – la présidente de région l'a dit – avec cette agression caractérisée et totalement condamnable de l'Ukraine par la Russie.

J'ai déjà annoncé un certain nombre de dispositions sur le registre énergétique. J'en annoncerai d'autres dans le cadre du plan de résilience, que le Président de la République m'a demandé de préparer avec le Gouvernement et avec les secteurs concernés, mais je pense que tout ça ne suffit pas. Nous devons impérativement, quand il y a des chocs de cette nature, nous demander en permanence : quelles faiblesses, quelles difficultés beaucoup plus structurelles que celles liées à l'immédiateté, ces crises mettent-elles en évidence ? Et, m'exprimant ici dans un établissement de santé, la crise sanitaire a montré, je veux le dire très simplement, que nous avons sous-investi en matière de santé depuis trop longtemps. On le sait à peu près, les dépenses de santé augmentent de 3 % parce que la population vieillit, parce que vous faites appel à des plateaux techniques de plus en plus sophistiqués. Parce que la population augmente aussi globalement. C'est une responsabilité collective. Je ne distribue ici aucuns bons ou mauvais points, mais la Nation n'a pas été au rendez-vous de ces évolutions et on l'a vu fortement avec la crise sanitaire sur tous les registres.

Que dire, par exemple, de notre souveraineté industrielle dans le secteur de la recherche, de l'innovation en santé, où nous nous sommes trouvés dépendants de beaucoup de pays pour beaucoup de produits. Tout ça, les Français l'ont vu. Ils ont compris que ce n'était pas tout à fait normal qu'un pays comme la France, qui a enfanté Pasteur, n'ait pas su créer un vaccin au moment de la pandémie. On n'est pas là pour pleurer sur le lait renversé. On est là pour être lucide sur ce qui s'est passé et pour en tirer toutes les conséquences. C'est pour cela que le Président de la République a décidé de réinvestir très fortement la santé, dans toutes ses composantes. On peut

parler du *numerus clausus*, bien connu ici, qui aboutit à des situations de désertification médicale dont pâtissent, y compris dans le Tarn-et-Garonne, beaucoup de nos concitoyens.

J'ai l'habitude de dire : ça ne pouvait pas le faire, ne faisons pas complètement semblant de nous en étonner – nous tous, encore une fois c'est collectif – quand on sait que le *numerus clausus* créé en 1972, était plus bas en 2018 qu'en 1972 comme si la population n'avait pas augmenté, comme si la population n'avait pas vieilli. Comme si les habitudes de travail des médecins n'avaient pas profondément évolué. Tout ça, on le sait. Nous avons donc négocié un tournant très fort. Il faut réinvestir notre santé. C'est un impérieux devoir collectif.

On appelle ça le « Ségur » – appellation comme une autre. On l'a fait d'abord, évidemment, avec ce qui est la première richesse de l'hôpital : le personnel. C'est un travail de longue haleine, on a fait le Ségur, on l'étend. Il y a encore tout à l'heure, Monsieur le directeur, une psychologue de l'hôpital qui m'a dit : « Mais, on n'est pas éligibles au Ségur ». Mais si ! Il faut qu'elle soit au courant parce que ça s'est étendu progressivement. Elle avait en partie raison parce qu'elle n'était pas dans la première vague mais on a pris nos responsabilités parce que psychologue, cela concerne l'hôpital bien sûr mais cela concerne le secteur médico-social et social. Il a fallu négocier avec Départements de France, Monsieur le Président, pour trouver les moyens de l'accord que nous avons conclu. Il faut toujours trouver des accords.

Je veux dire : on va signer encore aujourd'hui, on a signé tout à l'heure. La formation, la présidente DELGA, avec sa casquette de présidente de Régions de France, y a fait allusion encore tout à l'heure. Cette fois-ci, nous avons signé un très important accord qui nous permet d'augmenter de 20 à 25 % les capacités de formation des paramédicaux, des infirmiers, des aides-soignants. Cela coûte cher. Il faut trouver des formateurs de terrain, de stage, il faut agrandir les écoles. L'Etat est là et s'engage et je remercie les régions de nous accompagner compte tenu de ce que sont leurs compétences en la matière.

Et puis, il y a notre patrimoine hospitalier et l'investissement hospitalier : le Ségur de l'investissement. C'est vrai que là aussi, quand on visite un établissement comme Montauban, on est très rapidement convaincus. Si, par hasard, il restait quelques doutes, là aussi, il faut remettre des moyens dans le patrimoine hospitalier. C'est une question de qualité de travail pour les professionnels, de qualité de l'accueil pour les malades et leurs familles, mais c'est aussi derrière – je le dis d'emblée au directeur, enfin à ce que l'on appelle la « communauté hospitalière » – la question de revoir vos pratiques.

La crise, là aussi, nous a appris que la segmentation, la ville, l'hôpital, l'institutionnel, le libéral, tout ça, tout ce qui crée des obstacles à une médecine de qualité, à une médecine moderne, refaire un hôpital – ce que vous allez faire ici à Montauban – ce n'est pas simplement une question « bâtementaire ». Cela n'intéresse pas simplement les entrepreneurs de travaux publics même si évidemment ils y trouveront leurs comptes. Et tant mieux, ça fera de l'emploi local.

C'est d'abord une meilleure approche, une plus grande efficience – ce n'est pas un gros mot – du service public hospitalier. Mais avec des moyens à la clé. Cela explique que le volet investissement du Ségur, ce sont 19 milliards d'euros comprenant une part de désendettement parce que, là aussi, vous n'apprenez rien, y compris ici à Montauban, on avait beaucoup d'établissements endettés jusqu'au cou. Si vous voulez qu'on ne donne pas les moyens à la santé et qu'on souhaite quand même faire des projets, la seule solution c'est de s'endetter. On compare ce que l'on appelle des reprises de dettes qui sont comprises là-dedans, c'est un effort significatif pour les plus anciens ici. Moi le premier, bien entendu. Ils se souviennent d'Hôpital 2007, d'Hôpital 2012. Ce n'est pas dire qu'on ne faisait rien avant, ce n'est pas vrai. On n'en faisait pas assez, mais on ne faisait pas rien. Tout le monde a essayé de faire ses meilleurs efforts.

Mais enfin le Ségur d'investissement, c'est deux fois Hôpital 2007 et Hôpital 2012 réunis. C'est inédit depuis la création de la Sécurité sociale. Idem pour les revalorisations du personnel du Ségur. On dira : « C'est un rattrapage, ce n'est pas assez, Monsieur le Premier ministre ». Mais ce n'est jamais assez, sinon on ne serait pas en France et cela me manquerait. Enfin, les faits sont là et ils vont s'appliquer ici à Montauban puisqu'effectivement, après discussion, ça c'est votre responsabilité et celle de tous les acteurs locaux, il a été décidé qu'il fallait refaire le Centre hospitalier de Montauban pour les raisons que j'ai rappelées.

Je suis donc venu ce matin par ma présence vous confirmer effectivement que cet hôpital sera refait, que nous avons pour cela en tout affecté ensemble une enveloppe de 200 millions d'euros, dont 176 tout compris, qu'apportera l'État.

Je remercie vivement la présidente de région de s'être associée à cet investissement et à d'autres. Je le dis pour les habitants de l'Occitanie, toutes les régions de France n'ont pas fait le choix de s'associer aux investissements hospitaliers. C'est leur droit, ce n'est pas leur compétence légale, même si nous avons fait quelques bougés en ce sens dans la loi 3DS récemment

promulguée. Je ne ferai pas de commentaires pour ceux qui ne font pas. Par contre, je félicite ceux qui font et c'est le cas ici. Je dirai un mot, puisque les Aveyronnais sont là, de Millau-Saint-Affrique dans un instant, mais en réalité, c'est la même logique.

Après, il y a eu le choix du terrain. Je ne veux pas faire de longs commentaires. C'est vrai que je m'en suis un peu mêlé, mais pas trop. J'ai dit : « C'est des amis, j'ai une grande confiance dans les Tarn-et-Garonnais, de tout temps, presque familièrement ». Mais ça, c'est votre affaire parce qu'on ne peut pas à la fois dire : « On a besoin de l'Etat, etc. » puis : « L'État se mêle de tout, l'État est centralisateur ». Et puis vous me demandez de choisir l'implantation de l'hôpital de Montauban. J'aurais pu avoir quelques idées. C'est vrai que je l'ai dit d'ailleurs, ce n'était malheureusement pas possible, je remercie Monsieur le directeur d'avoir étudié dans tous les sens la possibilité de le restructurer sur place. Ça n'a pas été possible.

Je remercie évidemment l'ARS, la préfecture. J'ai même missionné, enfin, sous couvert de l'Agence régionale de santé, un ancien grand hospitalier bien connu de la profession : Paul CASTEL, ancien directeur général, ancien patron d'ARS. Bref, un homme sage et expérimenté qui vous a accompagnés. Mais c'est vous – je veux rendre hommage aux élus locaux qui sont devant moi – qui avez su, au-delà de vos différences réciproques, trouver la bonne piste d'atterrissage. Je crois qu'elle y est aujourd'hui. Maintenant, il faut parachever ce fameux projet médical de territoire, de complémentarité, et passer à l'acte le plus rapidement possible. Je serais prêt à signer le chèque demain matin si tout était prêt. La balle est chez vous. Alors évidemment, j'ai bien compris, vous avez raison et vous l'avez dit, Madame la maire adjointe, c'est un projet urbain. On va faire un hôpital donc vous allez avoir un quartier à refaire, il faut le desservir.

On en vient à la question de l'échangeur, ce qui me donne l'occasion de saluer le président COPPEY. Tout ce que vous avez dit, merci Monsieur le président, parce que le département est en tête de proue. Puis, il y a la question à partir de l'échangeur de toute la desserte routière et, c'est plutôt pour la métropole et la ville, de tout l'aménagement de ce quartier. Bref, vous qui avez l'air de bien travailler ensemble, ce n'est pas fini. Je vous lance un petit appel, il faut parachever tout ça dans cette ZAC Albasud. Il y a l'échangeur et surtout, Carole DELGA y a fait allusion, il y aura bientôt dans le secteur la gare LGV. Vous m'avez parlé le même jour, hasard du calendrier, de la gare LGV et de l'hôpital, si on ne parle pas là, du sujet majeur pour la vie quotidienne de nos concitoyens et pour l'avenir d'un territoire, je ne sais pas ce qu'il faut de mieux.

Nous venons, vous le savez toutes et tous, de Toulouse où nous avons signé avec 25 collectivités d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine. On a su se fédérer, on a su se rassembler. J'ai souhaité évidemment que l'Etat prenne et exerce toutes ses responsabilités, comme en matière sanitaire, où il est au premier plan. Et on a su montrer que l'esprit d'équipe, ici, dans cette belle région Occitanie, eh bien, était capable non pas de faire des miracles, mais de soulever des montagnes. On en avait besoin parce qu'un peu comme l'hôpital de Montauban, ce sujet était encalminé depuis des années. Il y en a beaucoup, d'ailleurs. J'aime beaucoup la ville d'Arles, mais les Arlésiennes en France ont tendance à se développer, croyez-moi, moi qui parcours le pays de long en large, et j'essaie de mettre toute mon énergie depuis que je suis Premier ministre pour débloquent ces sujets, ce sont des sujets de vie quotidienne de nos concitoyens.

Bien sûr, on retient telle loi, etc. Mais enfin, les gens à l'arrivée, ils regardent ce qu'il s'est passé pour leur territoire. Qu'est-ce qui a changé ou qui va changer dans le sens d'une amélioration de notre vie quotidienne ? Les soignants qui sont ici, c'est très bien que je leur parle de l'attachement de la Nation à la santé, mais je pense que toutes et tous, la meilleure reconnaissance qu'on peut leur apporter, c'est de leur dire : « Voilà. Les moyens seront au rendez-vous pour vous permettre d'exercer votre office dans les meilleures conditions possibles ». C'est ça que la population attend, je le sais parfaitement, en tant qu'ancien élu local, en tant que citoyen que je vais bientôt redevenir tout simplement.

Vous avez raison de dire qu'il y a aussi la question des EHPAD, Monsieur le président. Je me réjouis que là, pour le coup, vous ayez, Monsieur le directeur, Monsieur le président de CME, prévu de reconstruire l'EHPAD attaché ou relevant du centre hospitalier ici – c'est-à-dire en centre-ville. Bien que j'ai dit que la localisation vous appartenait, ne me regardait pas, si je puis me permettre, je pense que c'est un excellent choix. Et de la même façon que nous allons aider l'hôpital de Montauban et son EHPAD, je tiens à dire ici dans le Tarn-et-Garonne que je suis – en tout cas que j'ambitionne d'être depuis le départ – le Premier ministre des territoires parce que je crois aux territoires, parce que je crois à la ruralité en en étant issu. Nous allons investir et les parlementaires et les élus locaux ont beaucoup poussé pour ça, dans l'ensemble des établissements sanitaires et des EHPAD du département de Tarn-et-Garonne.

Il y a évidemment Castelsarrasin, Moissac, Madame la députée. On voit bien toutes les inquiétudes que cela peut générer, notamment le déplacement, je

comprends tout ça, du centre hospitalier de Montauban. Comment tout cela va s'articuler ? Il n'y a pas de fatalité, il faut qu'ils travaillent ensemble, vraiment. Le groupement hospitalier des territoires sert à ça. Mais nous allons aussi investir dans cet établissement 7,3 millions d'euros, notamment pour refaire les urgences et le plateau technique, c'est indispensable. Ça nous permettra de maintenir les activités. Je le dis sous couvert du directeur général de l'ARS, et je l'ai dit à Olivier VÉRAN, il n'est pas question de baisser la garde dans cet établissement.

Et je veux dire aussi, ayant parlé de l'EHPAD de Montauban, Monsieur le président, que nous allons investir ensemble, compte tenu de vos compétences, dans beaucoup d'EHPAD du département. On va, si j'ai bien compris, refaire ceux de Caussade – lourde opération, 12 millions d'euros –, ceux de Montech, Lafrançaise où je me rends après avoir terminé cette manifestation, Montbeton. Et nous allons refaire faire des travaux lourds à Beaumont-de-Lomagne, à Laguépie, à Monclar-de-Quercy, à Valence d'Agen, et à Lamagistère. Je pense qu'on aura, sous votre contrôle Monsieur le président, grâce au Ségur de l'investissement, refait beaucoup ou en tout cas répondu à l'essentiel des besoins pour ces établissements.

Ce sont des choses extrêmement précises que je suis venu vous dire ce matin, fruit d'un travail collectif – j'insiste beaucoup. Nous avons su travailler ensemble. Et inlassablement, je répète, je l'ai dit tout à l'heure à Toulouse, pardon pour celles et ceux qui m'ont entendu, dans les temps de tempête que nous traversons, dont certains veulent profiter pour tirer les marrons du feu, pour encore plus diviser les Françaises et les Français entre eux, notre devoir à l'inverse c'est de fédérer, c'est de rassembler, c'est de cicatriser nos territoires. C'est la mission que m'a confiée le Président de la République et c'est ce que je fais inlassablement ici aujourd'hui à Montauban dans le Tarn-et-Garonne comme hier ou avant-hier en Haute-Saône ou dans le Jura. C'est une question d'unité nationale et d'intérêt général.

J'ai souhaité à ce titre, Mesdames et Messieurs, vous dire un mot de vos grands voisins et amis de l'Aveyron dont je salue la présence puisque nous avons aussi souhaité qu'un sujet très ancien, qui fit couler beaucoup d'encre, qui généra beaucoup de souffrances et de difficultés, je veux parler des hôpitaux de Millau et Saint-Affrique, trouve son épilogue heureux du moins je l'espère de tout cœur. Effectivement, il va y avoir un seul hôpital dit du « Sud Aveyron ». Là aussi, vous le comprenez, je ne me suis pas mêlé du lieu d'implantation. J'ai compris que le choix s'est finalement porté sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon, c'est bien ça Mesdames et Messieurs ? C'est votre choix, c'est celui des communes concernées et des



élus du territoire, c'est donc un bon choix. Et là aussi, nous apporterons un financement. Je remercie là encore la région d'y contribuer.

Nous apporterons un financement de 90 millions d'euros pour cette reconstruction – enfin je crois que c'est la totalité, nous c'est 71 millions d'euros – pour permettre enfin d'améliorer, c'est le but final comme toujours, la qualité des soins et la pérennité, dans le Sud Aveyron auquel je suis particulièrement attaché, d'une offre de soins dans la durée. Je suis heureux aussi que les voies de l'apaisement aient été trouvées dans ce dossier parce que les cicatrices historiques étaient vives. Et donc là aussi, peut-être, est-ce une façon de dire que nous subissons une crise très grave, inédite, des crises qui ont peut-être finalement quelque chose de bon car elles aiguillonnent notre intelligence collective. Peut-être que sans ces crises, je n'en sais rien, on ne serait pas parvenus à faire ce qu'on fait là. Elles nous ont donc poussé. Mais ces vertus, elles sont en nous, finalement. Et c'est ainsi, je pense, que tous ensemble finalement nous concevons la grandeur de la France.

Je vous remercie.